FICHE 36

LA FRANCE ET LES MONDES ARABES

La relation de la France aux mondes arabes est profondément marquée par son histoire coloniale dont les débuts remontent au XVIe siècle. Du Maghreb au Levant, sa présence fut longue et mit en œuvre les habituels instruments de la domination : division des populations locales pour mieux asseoir son autorité, utilisation de la répression contre toute velléité de contestation, mais aussi paternalisme et contribution à la modernisation des régions concernées, souvent pour le profit d'une minorité. Dès la fin de la Première Guerre mondiale, la France est confrontée au mouvement national arabe qui commence à se manifester confusément ainsi qu'à la concurrence du Royaume-Uni. Au Levant, sa présence physique prend fin avec la Seconde Guerre mondiale ; au Maghreb, il faut attendre les années 1960 pour qu'elle soit effective.

DE GAULLE ET LA SINGULARITÉ DE LA FRANCE

Après 1945, le soutien au mouvement sioniste puis à la création de l'État d'Israël fut un marqueur de la politique de la France aboutissant à une alliance politique et militaire *de facto* entre les deux pays, illustrée, par exemple, par la politique d'agression conjointe à l'encontre de l'Égypte de Nasser en 1956 et par la mise à disposition, clés en main, de la technologie nucléaire française à Tel-Aviv. Cette politique vaut à la France beaucoup d'inimitiés au sein des mondes arabes, d'autant qu'elle est confrontée, au cours de la même période, durant huit années, à la guerre de libération nationale algérienne.

Il faut attendre 1967 pour qu'un spectaculaire tournant soit pris à Paris. Le général de Gaulle, pressentant les conséquences négatives de la politique colonialiste de l'État d'Israël, énonce avec une exceptionnelle lucidité les conséquences de la Guerre des Six Jours. Le 27 novembre, lors d'une conférence de presse, il déclare à propos

d'Israël que ce dernier « organise sur les territoires qu'il a pris, l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions ; et il s'y manifeste contre lui une résistance qu'à son tour il qualifie de terrorisme ». La décision d'un embargo sur les fournitures d'armes à Israël accroît encore la discorde entre les deux capitales.

C'est le début de ce qui est communément appelé la « politique arabe de la France », formule ambiguë qui laisse supposer qu'il y aurait une unité du monde arabe et qui n'a en réalité été que très peu utilisée par les responsables politiques français eux-mêmes. Sûrement est-il plus juste de considérer que c'est une politique qui s'inscrit à la fois dans la volonté de faire appliquer le droit international, mais aussi inspirée par la doctrine gaullienne d'affirmation de la singularité de la France sur la scène internationale et de la défense sourcilleuse de la souveraineté et de l'indépendance nationales, notamment à l'égard des États-Unis. Au sein des États arabes, traversés à l'époque par l'essor du nationalisme, les positions de la France séduisent incontestablement. Transcendant les clivages droite-gauche de l'échiquier partisan français, cette politique est appliquée, avec quelques nuances, par les successeurs du général de Gaulle. Concluant de substantiels accords économiques avec de nombreux pays arabes, Paris ne pose aucune condition quelle que soit la nature des régimes politiques avec lesquels il signe ces contrats. Il n'empêche, la France jouit alors d'une réputation qui dépasse le seul cadre des élites arabes. On en aura une nouvelle preuve lorsque, en 2003, le président Jacques Chirac s'oppose à la guerre unilatérale décidée par George W. Bush contre l'Irak de Saddam Hussein. Bataille politique, exprimant une nouvelle fois la spécificité française sur la scène internationale et sa capacité d'entraînement auprès des peuples du monde quand elle incarne des principes d'indépendance.

> « Si l'existence d'Israël me paraît très justifiée, j'estime que beaucoup de prudence s'impose à lui à l'égard des Arabes. Ceux-ci sont ses voisins et le sont pour toujours. »
>
> *Charles de Gaulle,* Mémoires d'espoir

UNE PERTE D'INFLUENCE DEPUIS DIX ANS

C'est avec l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République en 2007 qu'une forte inflexion est actée. Tout à sa conviction que la France fait partie de la famille occidentale avant que d'avoir vocation à l'universalité, Nicolas Sarkozy n'eut de cesse de rompre avec la politique d'indépendance vis-à-vis des États-Unis et de raviver l'ancienne proximité avec l'État d'Israël, les deux étant liés dans sa conception du monde. En découla une incapacité de la France à concevoir une vision d'ensemble des mondes arabes qui entraîna une politique à la petite semaine sans véritable axe structurant. C'est pourquoi Paris ne comprit pas les causes et la portée de l'onde de choc qui traversa la région en 2011. Son successeur, François Hollande, s'inscrivit dans la même logique assumant un pragmatisme érigé en système, ce qui s'avère singulièrement insuffisant en matière de politique extérieure.